

Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires

Experiences and Skills Developed by Young People in Intermediate Spaces

Experiencias y competencias de los jóvenes en los espacios intermedios

Laurence Roulleau-Berger

Number 34, Fall 1995

Y a-t-il vraiment des exclus ? L'exclusion en débat

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005230ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005230ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

In urban cores and on the fringes of major cities, physical, social and symbolic spaces are appearing where intermediate social identities are being reshaped. Based on field studies, the text depicts emerging social micro-organizations centring around projects in which young people are developing group skills by using their individual resources. Such experiences represent an opportunity for transitional socialization, which can form part of a process of social integration, dis-integration or réintégration.

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Roulleau-Berger, L. (1995). Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires. *Lien social et Politiques*, (34), 109–117.
<https://doi.org/10.7202/005230ar>

Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires

Laurence Roulleau-Berger

Il y a aujourd'hui de plus en plus d'individus employés ou inemployés de manière précaire, intermittente, et qui voudraient un « vrai travail », un travail « reconnu ». Dans ces situations de précarité, les identités sociales peuvent s'abîmer, les individus peuvent perdre confiance en eux-mêmes, en leurs proches qui s'éloignent progressivement, et ils peuvent se trouver vite inscrits dans un processus de désaffiliation sociale.

Mais peut-on parler d'exclus ? Qui sont les exclus ? En quoi sont-ils différents des autres ? Nous ne répondrons pas à ces questions. S'engager dans cette voie signifierait chercher une confirmation ou une infirmation des concepts de marginalité et de déviance émis par l'opinion publique. Nous préfére-

rons parler de processus d'affiliation et de désaffiliation sociale en nous plaçant à distance du regard instituant, des catégorisations et des désignations sociales qui placent côte à côte des individus vivant des situations de chômage et de précarité différentes, des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux, des plus démunis et des plus favorisés. Comme les notions d'infirmité et d'anormalité, la notion d'exclusion suggère le danger et peut induire des peurs sociales liées au fait que ce n'est pas à l'intérieur des populations dites « exclues » que se forme une unité mais hors d'elles, dans la perception de la société globale (Pétonnet, 1985).

Penser l'affiliation et la désaffiliation

L'inséré et l'exclu, comme le normal et le stigmatisé, ne sont pas des personnes mais des points de vue, socialement produits lors de

contacts mixtes. La notion d'exclusion, comme celle de stigmat, implique l'action d'un processus social omniprésent qui amène chacun à tenir les deux rôles, au moins sous certains rapports et dans certaines phases de sa vie (Goffman, 1975).

Il s'agit donc ici de ne pas penser en termes d'états, mais de donner à voir des circulations, des échanges sociaux, économiques, symboliques où les individus réagissent face à des situations de précarité. En reprenant les zones de cohésion sociale définies par R. Castel (1992), la zone d'intégration caractérisée par l'association travail stable-insertion relationnelle solide, la zone de désaffiliation où se conjuguent l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement relationnel, et la zone de vulnérabilité de plus en plus étendue qui associe la précarité du travail et la fragilité des

110

supports de proximité, nous plaçons l'accent sur ce qu'on voit dans cette zone et sur la manière dont on passe sur les autres zones.

Il n'existe pas des inclus et des exclus mais un continuum qui va du pôle de la « désaffiliation » au pôle de l'intégration professionnelle en passant par une multitude de situations intermédiaires non « hiérarchisables » qui ne peuvent être pensées dans un processus linéaire de socialisation mais bien dans un mouvement toujours indéterminé et jamais stabilisé. Mais on voit cependant comment sur ce continuum peut s'organiser la « lutte des places » (de Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994) à partir des modes de distribution et d'appropriation de ressources matérielles, sociales et symboliques.

On a alors des phénomènes de contagion sociale et culturelle entre les travailleurs dits stables qui peuvent être « déstabilisés » et ceux qui sont qualifiés de précaires. Mais la question sociale fondamentale qui reste posée est celle que formule aujourd'hui R. Castel (1994) : quel est le seuil de tolérance d'une société démocratique à l'invalidation sociale, plutôt qu'à l'exclusion, de certains individus et groupes déliés mais qui restent sous la dépendance d'un centre d'où part l'onde de choc qui traverse la société salariale ?

Être désigné comme « précaire » ou se désigner comme tel apparaît encore dans le sens commun mais aussi pour des acteurs des politiques publiques et du marché du travail comme un signe de disqualification sociale. Si les acteurs du Marché ne voient pas ou ne veulent pas voir ces « précaires » et ces « chômeurs », comme si ces derniers ne disposaient plus d'aucuns savoirs sociaux, nous montrerons ici comment précaires et chômeurs développent des compétences « invisibles » là où d'autres parlent plutôt de désocialisation. Nous verrons comment ils subvertissent ce rôle « d'inutiles » qui leur est attribué, même si, là, la vie est tellement plus rude que dans le travail salarié.

Nous parlerons ici de jeunes en situation précaire qui sont prêts à s'engager professionnellement¹, mais pas dans n'importe quel emploi. Certains ont vu leur père et leur mère s'user dans des travaux répétitifs, être maltraités comme ouvriers, et ils ne veulent pas vivre comme eux ; d'autres, plus liés aux classes moyennes, ont passé leur bac, et se voient proposer des postes de travail où ils se sentent complètement déqualifiés ; d'autres ont fait de courts séjours à l'université, ils ont fait des émissions de radio, milité dans diverses associations anti-racistes, et cherchent à accéder à des postes « convenables ». Tous ne réussissent pas dans cette entreprise de double rupture avec la précarité plus ou moins subie d'une part et l'héritage familial d'autre part. C'est alors la signification de cet essai dans son rapport à la norme du travail salarié qui devient importante à saisir dans cet entre-deux-âges qui ne cesse de s'allonger, la jeunesse (Galland, 1990). Cet essai rend aussi compte d'un conflit social entre des centres « impitoyables » et des périphéries.

Nous proposerons ici un point de vue sur la façon de parler, de penser, de donner à voir des expériences de jeunes en situation précaire qui peuplent les interstices de la structure sociale. Nous nous intéresserons plus particulièrement ici à ces zones où les jeunes apparaissent à la fois comme *in* et *out*, que nous avons qualifiées d'*espaces intermédiaires* (Rouleau-Berger, 1991, 1993)².

Les formes des espaces intermédiaires

Les espaces intermédiaires, à la fois physiques, sociaux et symboliques, se forment entre les marchés du travail ; les identités sociales se redéfinissent à partir de socialisations transitionnelles. Ils montrent comment se construisent des ruptures et des adaptations individuelles et collectives autour de l'expérience de la précarité. Les espaces intermédiaires sont traversés par l'exploration mutuelle et conjointe de réponses provisoires aux situations de précarité, ils prennent alors différentes formes.

L'émeute silencieuse

Au début des années 1980 sont nées des associations de jeunes dans les centres-villes anciens et dans les banlieues ouvrières, là où sont concentrées les précarités d'emploi. Depuis le début des années 1990, de nouvelles associations de jeunes sont nées : associations culturelles, artistiques, associations pour l'insertion des jeunes...

Elles naissent autour de projets qui permettent aux jeunes de prendre le temps de mûrir ce qu'ils veulent pour entrer sur le marché du travail « en première classe ». Dans ces espaces se développe une socialisation par les pairs qui doit évoluer progressivement vers une socialisation professionnelle.

Ces espaces viennent remplir un rôle que les politiques d'insertion

tion, aux yeux des fondateurs, ne jouent pas vis-à-vis de jeunes en situation précaire (Roulleau-Berger, 1994). Ils rassemblent des jeunes qui, collectivement, s'organisent pour lutter contre la crise de l'emploi, un ordre politique politique, la prolifération des micro-fascismes et des racismes. C'est le sens de la révolte qui fonde l'action collective, mais cette révolte reste plus ou moins contrôlée, et en ce sens on peut parler d'« émeute silencieuse » (Vulbeau, 1992) qui peut éclater à tout moment.

Ces espaces sont traversés par des processus d'exploration mutuelle et d'élaboration conjointe de réponses adaptatives aux situations de précarité. Les jeunes se rassemblent autour d'une cosmologie de croyances, d'expériences et de convictions communes.

On avait en commun d'avoir un intérêt particulier pour la culture, l'image, des engagements sur les questions de société, l'expression des minorités culturelles, des minorités sociales. On avait aussi envie de démontrer qu'en étant d'origine et de couches sociales peu favorisées, on pouvait faire quelque chose de positif, de valorisant, faire tourner quelque chose qui marche et exister simplement, dire qu'on pouvait exister, faire quelque chose, et montrer que les jeunes issus des cités de transit, des banlieues lyonnaises, de familles peu favorisées pouvaient faire quelque chose, exister. On est intéressé par la culture, la citoyenneté, les rapports Nord-Sud, les minorités...

Ces espaces fonctionnent à partir de relations de réciprocité négociée qui prennent sens dans un système de solidarités matérielles et morales.

Par exemple, à l'occasion d'un déménagement en 1992, un jeune couple qui quittait Lyon pour Bruxelles a organisé sur plusieurs jours dans son appartement la distribution de la plus grande partie de ses biens à tous leurs copains ; chacun venait se servir en fonction de ses besoins, mais il était destiné à chacun un objet qui devait marquer l'histoire d'un échange social. Dans ce même lieu qui était en même temps le siège d'une association, Isa avait mis en place un système

de cours informels de musique non payants parce que la règle consistait à troquer un cours contre un autre bien symbolique : « j'essaie d'offrir l'intervalle entre l'institution et un enseignement un peu différent dans lequel on peut circuler plus intimement, c'est un espace et un temps privilégié. On troque plein de choses à la mesure de nos moyens et en même temps chacun, il ne le sait pas, m'offre un temps de travail, et dans ma vie, pour l'instant, c'est essentiel, parce que je me bats pour avoir un vrai temps de travail, un travail intéressant, pur, pas un travail parasité par la marginalité ».

Dans les espaces intermédiaires, le droit de Cité est revendiqué autour d'expériences qui peuvent prendre des formes diverses : la création d'un journal parallèle, l'aménagement d'un squatt, la création d'un lieu... Les petits groupes de jeunes apprennent à gérer des situations d'urgence liées au chômage. Les projets ne manquent pas, beaucoup naissent, et quelques-uns se réalisent. Dans ces espaces on apprend une distance critique par rapport aux institutions de socialisation, une compétence politique par une activité de dénonciation des inégalités sociales, des discriminations raciales.

L'exemple de ce journal tiré à 10 000 exemplaires, dont la diffusion est gratuite, créé en 1990 par un groupe de dix personnes de 23 à 30 ans, au centre de Lyon, et se trouvant en emploi précaire, au chômage (ou en emploi stable sur des postes de manutentionnaire), est assez édifiant.

Salut bandes de nazes. C'est bientôt les vacances. J'ai pas mal de plans à vous proposer pour cet été ; aussi bien pour les chômeurs (hommes qui travaillent beaucoup pour trouver quelques jours de travail), que pour les actifs (hommes qui ont beaucoup trimé pour gagner quelques jours de repos). Mais, en fait, je préfère les chômeurs. Je m'adresse donc à vous, bande de thons. [...] Aux amis chômeurs, Bonnes Vacances et Battez-vous, « ils ont » 1 mois de vacances, et 11 mois de travail, « ON A » 1 mois de travail, et 11 mois de vacances, gardons nos acquis.



111

Car de jour en jour notre mouvement s'amplifie. Nous qui n'étions que des « sans-emploi », nous sommes devenus des « sans égal ». Vive les vacances obligatoires, vive le chômage, et vive ta maire. NOIR C'EST NOIR, IL N'Y A QUE DES POIRES (j'aurais préféré « pommes » mais pour la rime « poires » c'est mieux) [PCP no 13, été 1992, « Sales vacances à tous »].

Dans ces espaces, une véritable organisation du travail se construit dans un cadre social qui s'appuie sur des règles liées aux conventions propres aux groupes.

Donc Gibus s'occupe de tout ce qui est dessin, Loukos c'est un peu le troisième œil, celui qui n'a rien à faire, qui ne fait rien dedans mais qui veille toujours à ce que tout s'enchaîne bien. Grô-Reuch au départ devait s'occuper de la rubrique skate parce qu'on voulait faire un fanzine qui touchait les jeunes sur la musique, le sport, sur le skate parce que Grô-Reuch le pratiquait et puis finalement il fait la rubrique LP-CD-K7. Enfin il y a Grand-krokro qui s'occupe de la rubrique « Speedy », les potins, les infos. Il y a à peu près entre 10 et 15 personnes qui participent au numéro, soit en filant un texte, soit en donnant un coup de main, enfin il y a les personnes qui nous aident. Et donc le but c'était d'informer, de donner tous les calendriers rock à Lyon, faire un peu le point sur le rock à Lyon et petit à petit il y a de plus en plus de personnes qui sont venues se greffer dessus.

L'expérience de la précarité passe donc par le développement de réseaux où se crée de l'affiliation par les pairs. Mais on se trouve aussi sur des zones brouillées, où

on se sent dans l'attente mais on ne sait pas de quoi ; on sait que les histoires de vie de certains de ces jeunes sont faites de « malheurs ». Les expériences sont vécues et racontées comme des épreuves du maintien de soi.

Je suis SDF, je touche le RMI, je suis sorti il y a dix-huit mois d'une cure de désintoxication, j'ai fait une double cure de désintoxico, j'étais éthylique et junky et le RMI ça m'a permis de ne pas taper des gens tout le temps, chose que je n'ai pas arrêté de faire pendant dix ans ; le RMI, ça m'a servi pour retaper l'usine, chaque fois que je touchais 1800 francs, j'achetais de la peinture pour retaper l'usine ; moi, le RMI, quand j'étais décalqué, il me servait à me shooter, il me faisait une journée à peu près ; tu peux parler carrément de réinsertion.

Dans ces espaces intermédiaires, l'expérience de la vulnérabilité à l'emploi ou l'imposition de l'emploi « disqualifiant » socialement devient celle de l'adaptation fondée sur des normes propres aux groupes de jeunes et la réinterprétation de normes liées au marché du travail. Ces micro-groupes jouent un rôle fondamental dans l'organisation sociale du fait qu'ils retissent une partie de la trame de la négociation sociale dans des régions plutôt anomiques.

De la rage à l'organisation politique

Au centre et à la périphérie des grandes villes, d'autres types d'associations ont été créées par

des jeunes d'origine maghrébine où s'affirme une volonté de recréer de l'entente, de l'échange social entre des jeunes dits « peu intégrés à la société française » et d'autres groupes sociaux.

Ces jeunes apparaissent comme des médiateurs sociaux dans un contexte où les acteurs publics reconnaissent la nécessité de rétablir la communication avec « les banlieues oubliées de la République ». Ces jeunes font un travail politique fondé sur la dénonciation de violentes formes de racisme et d'incivilités dont ils sont l'objet : les bavures policières, « le délit de faciès », l'accusation de « dealer », le rejet scolaire...

Ces jeunes mettent au jour le conflit social en revendiquant le droit à la culture, à l'école, au travail. Ils expriment la rage des « petits frères » et d'autres jeunes comme eux en acceptant un contrat social : recréer des passerelles. Toutefois le rôle de passeur pour eux ne s'inscrit pas dans une logique folkloriste mais dans la nécessité de « refaire les institutions françaises ».

Cette volonté de changement pour ces jeunes passe alors par la nécessité d'investir l'espace politique, notamment en tant que représentants de la communauté maghrébine. Ce type d'espace politico-associatif met bien au jour le conflit social qui paraît camouflé par une ambiguïté entretenue entre intégration et insertion sociale (Battagay et Boubeker, 1991) du fait qu'on a des difficultés à accepter ce conflit, à le mettre au cœur des représentations politiques (Dubet et Lapeyronnie, 1992).

Ces jeunes ont comme priorité dans l'action de tous les jours la lutte contre l'échec scolaire et l'insertion professionnelle. Ils organisent des activités d'animation en mobilisant ceux « qui trinquent le plus », en les embauchant sur des contrats emploi-solidarité comme

animateurs. Mais la question de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes peut être traitée autrement : par exemple, l'une de ces associations aux Minguettes, montée par d'anciens militants de la Marche pour l'égalité de 1984, a créé un atelier informatique pour former des jeunes, en mettant en place des temps de formation à la bureautique, à la publication assistée par ordinateur.

Ces associations tissent des relations denses avec les institutions locales, les médias, les réseaux associatifs et les habitants des quartiers. Elles sont soutenues par les pouvoirs politiques locaux, elles apparaissent comme des espaces « intouchables ».

Ces espaces intermédiaires, depuis 1981, révèlent de nouvelles offres dans l'espace politique autour de la représentation légitime de jeunes d'origine immigrée. Ces jeunes cherchent à établir les bases d'un vrai partenariat avec les représentants de la société civile sans s'enfermer dans une stratégie d'autonomie politique.

Ces espaces s'organisent aussi autour de micro-mobilisations minoritaires (Snow et al., 1986) qui produisent de l'action collective entre les jeunes et les partenaires institutionnels autour d'enjeux politiques comme l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

« Déjouer la galère »

D'autres espaces intermédiaires se définissent aussi autour d'activités plus visibles à certains moments, comme par exemple la danse urbaine : la break dance, le rap... Dans l'agglomération lyonnaise, deux groupes de danse urbaine se sont rendus particulièrement visibles. Ces deux groupes sont nés dans les banlieues mais les danseurs ne supportent plus d'être désignés comme venant des banlieues ; il s'agit avant tout de

danseurs qui ont développé leur propre technique, leur propre gestuelle. Dans les deux cas, les jeunes ont été aidés par des acteurs publics : dans le premier cas, un ancien directeur de MJC a décidé en 1984 de monter une compagnie qui a produit des spectacles de théâtre, de danse, a réalisé des vidéos ; dans le deuxième cas, les rappers ont pu utiliser les locaux d'une MJC pour leurs répétitions et un animateur les a aidés à monter une association chargée de développer en France le mouvement hip-hop par la danse, le tag.

Le rap apparaît ici comme une façon de déjouer « la galère » mais pas comme une « façon de s'en sortir », vision du monde disqualifiante aux yeux des danseurs. En effet être un Bee Boy ou un danseur de Traction Avant, être passé à l'Élysée, avoir pris des cours au studio Merce Cunningham³ à New York ne signifie pas que les problèmes économiques disparaissent ; que le délit de faciès ne joue plus ; croire à la fin de la galère signifierait rentrer sur un marché de dupes qu'ils refusent.

Le rap, on met un peu cette étiquette d'éducateurs sur nous, de médiateurs, de prophètes, c'est un peu le moyen pour les jeunes de s'en sortir, on nous a bourré la tête avec ça, mais on n'est pas con, on nous a assez dupés avec ça et c'est pour ça qu'on garde la tête froide quand on revient au quartier, il est toujours aussi pourri. Moi je vis dans un appartement, il n'y a pas longtemps que je l'ai trouvé, et j'ai galéré quand même pour l'avoir, je vis avec une copine et j'ai un petit garçon de trois mois.

Ne serait-ce que mercredi, en revenant de l'Élysée, j'étais en fraude parce que je n'avais plus de sous, j'avais prêté de l'argent à un collègue et cette personne est partie avant nous, nous, on est parti un peu plus tard parce qu'on voulait visiter Paris, j'achète des tickets de métro pour mon frère et je me rends compte que je n'en ai plus pour moi, je donne ma carte d'identité au contrôleur, j'ai des papiers français et puis il commence à emmerder un gars du groupe, ils voulaient lui tomber dessus, et ce n'est pas la

première fois, c'est arrivé à un collègue, il s'est fait taper sur la gueule, il n'était pas en fraude, ils l'ont emmené dans un coin et ils l'ont tabassé, il a essayé de porter plainte et ça n'a mené à rien du tout...

Les espaces intermédiaires produisent de l'insertion de manière épisodique en jouant un rôle de régulation sociale qui peut être assuré à partir d'une hiérarchie interne assez forte, d'un réseau de pairs élargi, d'une capacité d'organisation dans des situations précaires dans un rapport de mise à distance des politiques d'insertion.

Compétences collectives et activités individuelles

Dans les espaces intermédiaires des groupes de jeunes se mobilisent, avec ou sans des professionnels de l'action sociale et culturelle, pour gérer des situations d'urgence. Si la vie de « précaire » charrie des incompétences, des projets avortés plusieurs fois, des expériences « foireuses », elle porte aussi des réussites.

La production de compétences collectives

À partir des projets qui mobilisent les expériences de jeunes se construisent des *compétences collectives*. Les compétences collectives apparaissent comme partagées par les membres des petits groupes de jeunes pour co-agir ou co-produire et participer à la définition, la distribution de rôles dans les espaces intermédiaires. Les compétences collectives visent notamment à prescrire comment développer de l'activité, inventer du travail non salarié à partir de situations précaires.

— On est dans un lieu où il y a de la fripe, des créations, du neuf, du vieux, de la fabrication, du discours, du renseignement, de l'info, des petits cafés [...] Tu as des fournisseurs et tu achètes en fonction de ton choix et puis tu fais accessoires ou bijoux si tu en as envie.

— Enfin c'est un fonctionnement comme les grossistes, alors pour aller plus loin, on va dire exactement le truc parce que d'abord on s'en fout, de toute façon les vêtements d'occasion appartenaient à des gens qui les ont achetés il y a dix ou vingt ans, ces gens-là s'en débarrassent et en général ils les donnent à des œuvres de charité. Elles ramassent une somme tellement énorme de fringues qu'elles en ont beaucoup trop pour les fournir dans leurs lieux de vente parce qu'elles vendent en gros à des usines qui les re-trient. — Oui, elles re-trient et les envoient dans le monde entier.

— Enfin, il y a trois départements, le chiffon matière première reclassé en torchons, serpillières ou papiers, un second département ce sont toutes les aides humanitaires comme la Croix-Rouge, il faut plein de couvertures et de chiffons en Yougoslavie en ce moment. Il y a un troisième département qui est la vente directe pour les marchés, les fripiers...

— Ce sont des usines où on farfouille toute la journée, on choisit ce que l'on veut quoi.

Les compétences collectives s'appuient aussi sur l'invention de nouveaux types d'associations à vocation culturelle et économique.

L'association Acte public, par exemple, est définie par ses fondateurs comme un lieu d'accueil et de confrontation des idées pour des professionnels du spectacle, « des artistes potentiels », et des jeunes en marge du système social qui ne savent pas utiliser les structures officielles existantes, mais qui cependant expriment le désir de s'intégrer dans des actions culturelles. Ils y trouveront une orientation vers un métier du spectacle, sachant que toutefois la structure ne peut se substituer à des centres d'apprentissage. Se découvrir, acquérir des marques de reconnaissance sont les premiers objectifs de cette action.

Acte public a donc pour objectif de développer la culture rock et rap, la musique pluri-ethnique, les arts plastiques, l'audio-visuel, le spectacle sous toutes ses formes, comme seule véritable alternative à la crise sociale et au malaise de la jeunesse et des banlieues.

Si la vie dans les espaces intermédiaires se fonde sur de l'échange qui produit de l'engagement des individus vis-à-vis des activités des groupes, mais aussi des cultures

L'exi

partagées et des compétences collectives, il s'y construit aussi du conflit qui s'exacerbe dans des situations de précarité quand des risques importants apparaissent. Le conflit produit alors du désengagement. Le conflit peut naître de rivalités, de concurrences, de jalousies qui s'expriment par exemple par le vol de matériel, la dégradation des conditions de vie dans les espaces intermédiaires.

Les activités individuelles

Bien sûr, il y a de notre point de vue, un mouvement réciproque entre les compétences collectives et les activités individuelles.

Dans la recherche menée de 1992 à 1994, on trouve 59 % de jeunes hommes et 41 % de jeunes femmes âgés de 18 à 30 ans dont les niveaux de diplôme se répartissent de la manière suivante : 40 %

ont un niveau V, 35,5 % un niveau IV et 24,5 % un niveau III. Tous les jeunes font quelque chose à un moment donné dans les espaces intermédiaires ; les situations de précarité produisent ici de la multi-activité : 55 % disent pratiquer du théâtre, de la danse, de la musique ou du stylisme, c'est-à-dire une activité liée au spectacle vivant ; 19 % développent des projets audiovisuels avec la photographie, la vidéo ou le dessin animé, 4 % travaillent la scénographie et l'écriture ; les 22 % restants organisent des concerts, font de la communication, forment des pairs à l'informatique et pour les autres *on ne sait pas*. Mais travailler dans une petite association ne signifie pas non plus pour ces jeunes qu'ils n'ont pas de point d'ancrage sur le marché du travail. Les jeunes circulent sur le marché du travail, se trouvent à un moment donné en contrat CES, à un autre moment en CDD ou en intérim...

Les itinéraires des jeunes des espaces intermédiaires se construisent dans l'enchaînement et la superposition d'activités associatives et de situations d'emploi précaire (quelques jeunes ayant un emploi stable comme des infirmiers psychiatriques ou des instituteurs travaillant à mi-temps fréquentent aussi les espaces intermédiaires).

Dans la première situation d'emploi⁴, en dehors des activités associatives, on a 68 % de jeunes sur des petits contrats à durée déterminée ou en intérim, 21 % sur des contrats CES, contrats de qualification etc., 6 % se trouvent dans des situations diverses et 5 % sont déjà en CDI. Dans la deuxième situation d'emploi, le nombre de jeunes sur des petits contrats à durée déterminée s'affaiblit (51 %), 14 % de jeunes sont en CDI, 23 % utilisent les mesures-jeunes et 12 % se trouvent dans des situations diverses. Dans la troisième situation

d'emploi, les jeunes se répartissent à peu près de la même façon que précédemment.

Les emplois précaires ne demandent pas de formation ou une formation inférieure à celle qu'ils ont reçue dans la plupart des cas. Les jeunes vivent alors généralement une tension forte entre les statuts précaires offerts et ce à quoi ils aspirent, tension qui produit une perte de savoirs acquis dans les formations initiales, un sentiment d'incompétence sociale. 38 % disent que la pratique d'une activité culturelle leur permet de supporter un emploi précaire et 26 % qu'elle permet de préciser leurs aspirations.

Enfin, en 1993, les jeunes (qui avaient répondu au questionnaire) se répartissaient de la manière suivante : 19 % étaient en contrat emploi-solidarité, 18 % en CDD ou en intérim, 15 % se déclaraient comme demandeurs d'emploi, 8 % avaient obtenu le statut d'artiste, 9 % celui d'intermittent du spectacle, 11 % reprenaient des études, 11 % se trouvaient en CDI et 9 % en contrat de qualification, adaptation.

Il apparaît ici clairement que les espaces intermédiaires produisent en même temps de l'intégration sociale mais aussi de la désaffiliation contenue dans les non-réponses qui recouvrent des situations de dérive, de toxicomanie...

La sortie des espaces intermédiaires

Les espaces intermédiaires apparaissent comme des zones de repli pour un temps déterminé. Les jeunes y mobilisent des ressources, précisent leurs aspirations, développent des compétences. Quand les jeunes sortent des espaces intermédiaires pour entrer sur le marché du travail, on observe que s'articulent des occasions d'emploi salarié et les ressources individuelles.

Histoire d'un jeune cadre autodidacte

Laurent a aujourd'hui trente-deux ans, il travaille comme infographiste à Lyon dans une société « Info X » depuis l'âge de vingt-huit ans. « Je vais bientôt passer cadre. » Mais si son travail l'enthousiasme, la musique le passionne. « Moi ce qui m'intéresse personnellement dans la création artistique c'est de dire "je suis là, je te dis quelque chose parce que j'ai quelque chose à te dire et tu vas le comprendre" ».

En classe de première, en 1978, Laurent débute dans la musique ; l'année suivante il obtient un bac A4 et s'inscrit à la faculté de droit. Mais son goût pour la musique et ses idées politiques de gauche se heurtent à une discipline qui ne lui plaisait pas, il abandonne le droit. L'été il rencontre son ami Ahcène qui le convainc de s'inscrire avec deux autres copains en architecture. « Bon, de dessiner des immeubles c'était pas si marrant que ça ; au niveau géométrie j'étais un peu déconnecté [...] enfin j'ai raté le concours en mai 1981. Et là ma vie a pas mal basculé, je me suis mis à faire des petits boulots, et puis j'étais complètement dans la musique. »

Laurent travaille en 1982 aux Hospices civils de Lyon comme stagiaire. « J'ai mis deux ans à me faire titulariser, je me voyais suivre les traces de mon père, mon père est agent hospitalier, ma mère agent de service. » En 1984, alors qu'il joue depuis deux ans, avec ses amis, dans le groupe Lost Sacrifice, un disque sort et ils tournent dans la région. De plus, Laurent participe à un fanzine, à des expériences radio, mais à cette date il part à l'armée à Belfort. « Je me suis trouvé avec un grade au bout de quelques mois, et à la fin je faisais des choses intéressantes, de la déco et c'était bien. » En 1985, il retourne aux Hospices civils de Lyon mais on le change de poste. « Je me suis retrouvé dans la brigade de l'hôpital, ce sont des gens en bleu qui ramassent les poubelles, transportent les morts, ce sont souvent des gens attardés mentaux ou analphabètes. » Il reste à ce poste pendant un an, puis travaille au bloc opératoire comme garçon de service. Là il rencontre une surveillante qui lui obtient un stage d'aide-soignant, il suit une formation, obtient son diplôme après six mois de travail. Parallèlement, il aide son copain Ahcène qui avait créé une association A. de communication urbaine ; Laurent doit très vite se former en infographie pour être opérationnel, son rythme est épuisant. « J'ai pris une année sabbatique, une de disponibilité, que j'ai encore renouvelée l'année d'après. »

Laurent choisit de quitter son poste de fonctionnaire qui lui assurait un revenu correct et la sécurité de l'emploi. En septembre 1988 il se retrouve salarié à A. comme graphiste. « On s'est trouvé sur des gros contrats avec la Courly [Communauté urbaine de Lyon]. C'était hyper-intéressant, génial [...] Et puis à la fin de l'année on a monté la Scop. » Pendant les deux années qui suivent, le rythme de vie de Laurent s'emballa, son travail le passionne, il doit tous les jours se former à quelque chose de nouveau, il travaille 16 heures par jour. En 1989 il fait une grosse dépression qui l'immobilise pendant trois semaines. Puis en 1990, il redouble d'efforts et d'énergie pour faire face à une situation économique difficile et à une surcharge de travail, notamment à l'occasion de l'organisation d'échanges culturels de Lyon avec l'Andalousie. Mais deux mois plus tard il fait une crise cardiaque.

En septembre 1990, vu son état de santé, Laurent quitte A. Il s'inscrit à l'ANPE et recherche un poste de directeur artistique. À la même période il crée une association culturelle avec une dizaine de graphistes, de musiciens.

En juin 1991, après neuf mois de chômage, Laurent est embauché à Info X. Il trouve ce poste par un copain. En effet, avant de travailler à A., il avait entendu parler de cette société, il s'intéressait de plus en plus à l'informatique et avait convaincu un ami employé aux PTT de s'acheter un ordinateur. Ce dernier avait pris un congé sabbatique, avait bricolé sur son ordinateur, et il avait été embauché chez Info X.

Ce copain présente Laurent à son chef de projet et au directeur, qui l'intègrent à l'entreprise. « Par rapport à d'autres expériences préalables j'ai une liberté formidable, c'est un truc qui m'éclate, mais on a des contraintes, on a un cadre moral à respecter. Un projet coûte de l'argent, mobilise des énergies. »

On voit alors les jeunes ordonner et hiérarchiser une diversité de rôles sociaux pour investir un rôle principal, c'est-à-dire qu'ils privilégient un type d'activité au lieu de faire plusieurs petits boulots et d'être actifs dans plusieurs lieux à la fois. Ils apparaissent prêts à jouer les règles du salariat, à s'engager envers des normes autres que celles qu'ils acceptaient jusqu'alors.

Des jeunes trouvent des emplois dans les champs de la culture, de la communication, de la production et de la diffusion artistique, de l'animation socio-culturelle. Si l'origine sociale et le niveau d'études apparaissent comme des facteurs déterminants dans l'accès à l'emploi, la capacité d'adaptation, de communiquer ou de négocier jouent aussi un rôle très important : par exemple, les jeunes issus de l'immigration maghrébine, d'origine ouvrière, intègrent aussi le marché du travail social.

Les jeunes mettent alors en jeu, déplacent et décontextualisent les savoirs mobilisés et construits dans les espaces intermédiaires pour les recontextualiser sur le marché du travail. Les répertoires des rôles des individus se réduisent et s'ordonnent pour s'intégrer à l'inventaire des rôles disponibles sur le marché du travail.

Quand les compétences collectives sont transférées des espaces intermédiaires au marché du travail, on dit qu'elles sont *intégratives*. Le transfert de compétences peut avoir lieu sur deux modes : soit les jeunes transforment leurs propres cadres de conventions (en passant par exemple de la forme associative à la logique de l'entreprise) ; soit ils quittent les espaces intermédiaires pour intégrer d'autres espaces professionnels. Dans les deux cas, les jeunes se socialisent professionnellement et on peut dire que le transfert des compétences collectives a eu lieu.

Mais ils sont plusieurs à avoir développé des projets «qui n'ont pas marché». C'est la répétition d'expériences «négatives» qui n'a pas permis la légitimation des compétences collectives au bout de plusieurs années. Les compétences prennent alors une fonction *désintégrative*, c'est-à-dire ne permettent pas aux jeunes d'accéder à un statut professionnel. Les jeunes ne comprennent pas que leur activité ne produise pas de valeur marchande, du doute sur la capacité collective du groupe s'introduit, les associations disparaissent. Les individus se trouvent et se sentent seuls. Les compétences collectives et individuelles s'épuisent suite à des expériences où les jeunes ont le sentiment d'avoir été dupés. Ils perdent alors confiance en leur propre capacité de développer de nouveaux projets. L'évolution de compétences collectives en compétences désintégratives rend compte d'un processus de désaffiliation sociale.

Placer l'accent sur la construction de compétences collectives dans les espaces intermédiaires et faire ressortir leur influence sur les expériences individuelles permet de regarder autrement des situations de précarité. On échappe alors à une sociologie des catégorisations sociales pour voir, non pas des intégrations et des exclusions sociales, mais plutôt des processus de cons-

truction identitaire actifs dans les modes de socialisation.

Cette approche peut de ne pas être seulement circonscrite à la compréhension de la vie précaire des jeunes mais elle peut aussi être transposable dans certains cas à l'analyse d'autres phénomènes sociaux liés à l'expérience de la précarité, comme par exemple l'action collective des chômeurs de longue durée.

Si la menace de la désaffiliation est omniprésente, les jeunes en situation précaire supportent de plus en plus mal d'être qualifiés de marginaux, voire d'exclus d'un système dans lequel ils ne se reconnaissent pas. Dans la production de socialisations transitionnelles, ils se mobilisent aussi activement pour résister socialement et ils produisent des compétences collectives qui participent à la redéfinition de leurs identités individuelles.

Si on accepte l'idée qu'on serait passé d'un modèle d'entrée dans la vie active à un autre, du modèle de l'identification au modèle de l'expérimentation (Galland, 1991), ce phénomène rendrait moins compte, de notre point de vue, d'un retard de l'entrée dans l'âge adulte que des modifications des formes et du sens du travail dans un contexte d'extension de la précarité de l'emploi. Les jeunes annoncent peut-être des transformations d'avenir profondes (Nicole-Dran-court et Roulleau-Berger, 1995). On peut alors se demander si les espaces intermédiaires ne vont pas se multiplier, se complexifier et participer de la définition de nouvelles compétences collectives plus ou moins visibles dans les années à venir. Mais il s'agit d'une hypothèse à vérifier et à travailler dans les jours à venir.

Laurence Roulleau-Berger
LEST-CNRS

Bibliographie

- BATTEGAY, Alain, et Ahmed BOUBEKER. 1991. « Des Minguettes à Vaulx-en-Velin : fractures sociales et discours publics », *Les Temps modernes*, 545-546 (décembre-janvier).
- CASTEL, Robert. 1992. « De l'indigence à l'exclusion : la désaffiliation », dans J. DONZELOT, dir. *Face à l'exclusion*. Paris, Esprit.
- CASTEL, Robert. 1994. *Les Métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard, 488 p.
- DUBET, François, et Didier LAPEYRONNIE. 1992. *Les Quartiers d'exil*. Paris, Seuil.
- GALLAND, Olivier. 1990. « Un nouvel âge de la vie », *Revue française de sociologie*, XXXI, 4 (octobre-décembre) : 529-553.
- GALLAND, Olivier. 1991. *Sociologie de la jeunesse : l'entrée dans la vie*. Paris, Colin, 227 p.
- GAULEJAC, Vincent de, et Isabel TABOADA LEONETTI. 1994. *La Lutte des places*. Paris, Desclée de Brouwer, 287 p.
- GOFFMAN, Erving. 1975. *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Minuit, 175 p.
- NICOLE-DRANCOURT, Chantal. 1991. *Le Labyrinthe de l'insertion*. Paris, La Documentation française, 450 p.
- NICOLE-DRANCOURT, Chantal, et Laurence ROULLEAU-BERGER. 1995. *L'insertion sociale des jeunes en France*. Paris, PUF, « Que sais-je ? », 127 p.
- PÉTONNET, Colette. 1985. *On est tous dans le brouillard*. Paris, Galilée, 330 p.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence. 1991. *La Ville-intervalle : jeunes entre centre et banlieue*. Paris, Méridiens Klincksieck, 211 p.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence. 1993. « La construction sociale des espaces intermédiaires : jeunes en emploi précaire face aux politiques sociales », *Sociétés contemporaines*, 14-15 : 191-209.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence. 1994. « Ordres et désordres locaux : des politiques d'insertion aux espaces intermédiaires », *Revue française de science politique*, 5 (octobre) : 856-880.
- SNOW, D., E. ROCHFORD, S. WORDER et R. BENFORD. 1986. « Frame Alignment Processes, Micro-mobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 : 464-481.
- VULBEAU, Alain. 1992. *Du tag au tag*. Paris, Desclée de Brouwer.

Notes

- ¹ Nous rejoignons sur ce point C. Nicole-Drancourt (1991).
- ² Cet article synthétise des résultats de plusieurs recherches menées sur la question de la construction sociale des espaces intermédiaires, mais s'appuie tout particulièrement sur notre rapport intitulé *Identités, expériences et compétences dans les espaces intermédiaires* (mars 1995), réalisé pour la Mission du patrimoine ethnologique du ministère de la Culture et de la Francophonie dans le cadre de l'appel d'offres « Lien social dans les périphéries urbaines ». Nous utilisons ici une partie des résultats de recherche obtenus par la réalisation d'entretiens collectifs dans vingt-cinq associations de jeunes situées dans deux banlieues ouvrières de l'agglomération lyonnaise et dans le centre-ville de Lyon, la passation d'un questionnaire auprès d'une centaine de jeunes et la reconstitution d'une quarantaine de parcours individuels dans une perspective longitudinale.
- ³ Le studio Merce Cunningham, à New York, est un des plus grands espaces de danse contemporaine au niveau international.
- ⁴ Nous avons demandé aux jeunes, dans le questionnaire, de répondre à une série de questions relatives à cinq situations d'emploi précaire ou plus. Pour la plupart, ils se sont arrêtés de répondre à la troisième, et ils ne répondent plus de manière significative à partir de la quatrième. Les non-réponses révèlent des difficultés à retenir les situations d'emploi précaire qui se succèdent les unes aux autres et que les jeunes ne peuvent pas forcément hiérarchiser. Quand ils en ont sélectionné trois, on ne sait pas quels ont été les critères pour les retenir.